

Génocide et terrorisme au programme



L'alerte a d'abord été donnée la semaine dernière par le président du Togo, Faure Gnassingbé, puis relayée par le Département d'Etat. Et c'est au tour de la France de s'alarmer de la situation en République centrafricaine. Jeudi, le chef de la diplomatie, Laurent Fabius, a affirmé que ce pays d'Afrique centrale était à la veille d'un génocide.

L'ONU va donner une permission d'intervenir aux forces africaines (des pays alentour), à l'Union africaine et également à la France, a affirmé M. Fabius, annonçant une résolution du Conseil de sécurité pour début décembre. Le Togo siège au Conseil en qualité de membre non-permanent.

Laurent Fabius a estimé que malheureusement, il y avait un risque que le pays devienne un sanctuaire terroriste. Il y a déjà beaucoup de brigands et si les choses ne sont pas remises en ordre, il y a un risque de dissémination à partir de foyers terroristes, a-t-il souligné.

Lors d'un entretien vendredi dernier à l'Élysée, Faure Gnassingbé avait déclaré : 'Si ce pays tombe dans l'oubli, si la communauté internationale ne fait rien, nous risquons d'avoir un sanctuaire pour les terroristes en RCA. Et cela nous ne pouvons pas l'accepter'.

Les inquiétudes du leader togolais semblent partagées.

A la tête d'une coalition rebelle, la Séléka, l'actuel chef d'Etat centrafricain Michel Djotodia a renversé le 24 mars le président François Bozizé. La Séléka a depuis été dissoute mais les forces de sécurité sont impuissantes à neutraliser les ex-rebelles. Après une relative accalmie, les violences ont repris depuis début novembre à Bangui, avec des attaques à main armée et des meurtres. Des exactions ont également été commises dans des provinces reculées.